

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

C,50F

MERCREDI 12 MAI 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX

## EDITORIAL

C'EST MAINTENANT  
QU'IL FAUT SE BATTRE  
CONTRE LE PLAN  
BARRE

Cette période est très importante pour les travailleurs. Ils doivent prendre conscience de ce qu'il est nécessaire de faire pour ne pas être plongés, dans les mois qui viennent, dans les pires difficultés.

Sur le plan politique, la France et les Antilles sont plongés d'ores et déjà dans une période préparant les prochaines élections législatives. Et on ne sait toujours pas avec certitude si ces élections qui devraient normalement avoir lieu en mars 1973 ne seront pas avancées.

Le gouvernement tente de camoufler au mieux de ses possibilités une politique toute entière dirigée contre les travailleurs. Les plans Barre se succèdent et se ressemblent en ceci qu'ils ne s'attaquent point à la crise et à ses manifestations les plus voyantes: chômage, inflation, etc... Ces plans sont tout juste bons à renflouer les caisses des capitalistes en difficulté.

On peut d'ailleurs juger de la vérité des discours du gouvernement par le simple fait que là où certains prix dépendent de lui, on assiste à des hausses incessantes. C'est le cas pour l'essence, les tarifs publics (Transports, P&T). Pour la lutte contre le chômage, l'attitude du gouvernement est aussi remarquable. Dans les hôpitaux par exemple, la préfecture de la Martinique vient de refuser toute augmentation du personnel. Dans les services administratifs, on s'appête à licencier des dizaines d'auxiliaires. Que valent alors les discours de Barre sur la lutte contre le chômage?

Mais dans le privé, les patrons eux aussi sont en train d'aménager la marche de leurs entreprises de façon à diminuer le personnel et payer le plus bas possible leurs employés. La Colas veut licencier en Martinique, mais c'est vrai pour d'autres entreprises du bâtiment.

Les patrons veulent faire accepter aux travailleurs la situation de crise. Ce qui veut dire pour les patrons, accepter de ne pas avoir d'augmentation de salaire alors que les prix augmentent semaine après semaine. C'est accepter de travailler plus en étant moins nombreux du fait des licenciements ou

(suite en page 2)

## GUADELOUPE

COMMERCE : OUVERTURE DE TOUS LES MAGASINS.  
UNE CONCESSION DANGEREUSE A RIMBAUD

Après une longue entrevue avec le PDC des Ets Reynoird, les employés de la chaîne Prisunic ont accepté de reprendre le travail pour faire avancer les négociations.

La tension et la gravité étaient grandes dans cette salle du cinéma Airport, où plus de 500 employés avaient été conviés à une réunion d'information par Christian Rimbaud. Et d'ailleurs, à aucun moment l'atmosphère ne s'est détendue malgré les envolées, et le flot de paroles de Rimbaud.

Les grévistes ont refusé de dialoguer avec ce patron méprisant qui, jusque là avait refusé de discuter avec eux. Et après chaque proposition, patron et cadres étaient obligés de sortir de la salle pour que les employés se consultent.

Rimbaud expliqua qu'il avait, avant la grève, l'intention d'augmenter le personnel, et même, qu'il prévoyait d'accorder une augmentation supérieure à celle autorisée par le plan BARRE...

Devant huissier, il a pris l'engagement de compléter cette augmentation prévue, en fonction de ce que le SPECOG demandait, ...à condition que les magasins ouvrent leurs portes.

La décision de réouverture fut prise bien que pour les employés il ne s'agisse pas encore d'une position définitive.

En reprenant le travail le mardi 10 les employés ont fait une concession importante. Car ils ont repris sans savoir ce que serait le résultat des négociations.

En acceptant de réouvrir les magasins, ils ont abandonné une position de force qu'ils tenaient. Dès lors, ils ont pris le risque de voir Rimbaud ne céder que sur peu de chose.

Les employés de commerce doivent donc se tenir prêts à fermer de nouveau les magasins si les résultats des négociations n'étaient pas satisfaisants.

\*\*\*\*\*

LE PLAN BARRE  
CONTINUE :  
HAUSSE DE  
L'ESSENCE

Après le café qui vient de subir une augmentation de près de 50% c'est maintenant au tour de l'essence, dont le prix grimpe de plus de 4%. Ainsi le litre de super passe de 1,88 à 1,96 et le litre d'ordinaire de 1,75 à 1,81 pour la Martinique et 1,91 à 1,98 et 1,78 à 1,88 pour la Guadeloupe. Cette hausse se répercutera naturellement sur les transports et par voie de conséquence sur toutes les marchandises. De plus, les capitalistes sauront trouver là un moyen supplémentaire de faire du profit en prenant comme prétexte cette hausse de l'essence pour augmenter leurs prix.

Contre cette course des prix, les travailleurs n'ont qu'une solution pour conserver leur pouvoir d'achat: se battre pour que les salaires augmentent en même temps que les prix, c'est à dire pour l'échelle mobile des salaires.

## MARTINIQUE

MORT POUR LE PROFIT

Un conducteur d'engin de l'usine du Galion a trouvé la mort au quartier Bois Neuf à Trinité. En effet le tracteur s'est renversé sur l'ouvrier qui le conduisait, occasionnant le décès de ce dernier. Il faut signaler que l'ouvrier travaillait tout seul et que le corps ne fut découvert que deux heures après l'accident.

A ce moment là, il était évidemment trop tard.

On invoquera encore la fatalité. Mais comment ne pas remarquer l'état de vétusté du matériel agricole! Comment ne pas remarquer les chargements défectueux des remorques qui transportent la canne! Ce sont ces faits-là qui sont cause des accidents du travail dans les champs de canne.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre  
1<sup>er</sup> supplément au mensuel N°74

## EDITORIAL

(suite)

refus d'embaucher du personnel supplémentaire.

Alors que Barre cherche à jeter de la poudre aux yeux de l'opinion avec ses plans successifs, ceux qui se présentent comme l'opposition au gouvernement actuel, la gauche socialiste et communiste, font preuve de la plus grande passivité. Alors que ces partis ont une certaine influence - notamment les communistes - sur les grandes organisations syndicales, elles ne l'utilisent que dans le but de freiner les luttes des travailleurs. Il leur suffit de maintenir un minimum d'agitation - grâce aux "journées d'action", pour faire sentir quelle force est derrière eux. Il leur suffit de faire la démonstration qu'ils sont mieux que quiconque aptes à juguler cette force quand il en sera besoin.

Les travailleurs, eux, ne doivent pas limiter leurs objectifs à cette joute politique entre majorité et opposition. La période que nous vivons est grosse de danger pour les travailleurs.

C'est maintenant qu'ils doivent engager la lutte, pour ne pas être les victimes de la crise.

## MARTINIQUE

### IL Y A SOIXANTE QUINZE ANS, LA MONTAGNE PELÉE ...

Le 8 mai 1902, le volcan de la Montagne Pelée explosait et les nuées ardentes dégagées par l'éruption rasaient complètement la ville de Saint-Pierre et tuaient tous ses habitants, c'est-à-dire trente mille personnes. Mais le volcan ne fut pas le seul responsable de la mort des habitants de Saint-Pierre. Bien plus responsable encore fut le gouverneur de l'époque, équivalent du préfet actuel et représentant de l'état français colonialiste, qui obligea les Pie-rotins à rester dans la ville menacée afin d'aller voter, car on était à ce moment en pleine période électorale. C'est ce monsieur et son mépris total pour la population qui entraînèrent la mort des milliers de victimes que fit l'éruption. Aussi, la commémoration de ces victimes, organisée et soutenue par ces mêmes autorités qui nous gouvernent encore soixante-quinze ans après, montre bien toute l'hypocrisie d'un tel geste.

## GISCARD MENACE DE DISSOUDRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La petite guerre au sein de la majorité risque de se rallumer de plus belle après quelques jours d'accalmie.

Après la rencontre entre Barre et Chirac, certains pensaient déjà que le premier ministre avait réussi à s'accorder avec le chef du RPR.

Il a suffi quelques déclarations par ci, par là pour les détromper. D'une part Chirac annonce que c'est lui qui est le plus apte à conduire l'ex-UDR au combat électoral, de l'autre Giscard vient de réaffirmer que c'est Barre qui doit être le chef de la dite Majorité ... même si celle-ci ne veut pas de lui comme tel !

Giscard poussant plus loin dans la mauvaise humeur, est allé jusqu'à menacer sa propre majorité de la dissoudre si elle ne votait pas les prochains textes de loi qu'il allait leur proposer, notamment celui sur l'élection du parlement européen au suffrage universel.

Il y aurait alors des élections législatives anticipées.

Cette menace suffira-t-elle à faire rentrer dans le rang un RPR qui est en opposition ouverte avec Giscard depuis plusieurs mois ?

Cela n'est pas sûr du tout. Du temps de De Gaulle, les députés gaullistes savaient qu'ils tiraient leur force et le leur élection de la bénédiction de De Gaulle. Aujourd'hui il n'en est plus de même. Les députés RPR ne croient certainement pas que le label Giscard peut favoriser leur élection. Et à tout prendre ils ne craindront pas aux yeux des milieux conservateurs de passer pour opposants à Giscard plutôt que membre de son clan.

Quant à la "responsabilité" que Giscard veut leur faire prendre, celle de voter avec les communistes contre le texte sur l'Europe ? Les dirigeants gaullistes ont déjà répondu par avance que cela ne les gênait pas de défendre ce qu'ils considèrent comme les "intérêts de la nation" en même temps que le PCF. De Gaulle n'avait-il pas fait lui aussi quelques pas avec le PCF ?

Il y a des chances donc que la question des élections anticipées ne soit pas encore totalement résolue. Tant que la session parlementaire ne sera pas close, ce risque d'anticipation demeure.

## DJIBOUTI :

### L'Indépendance : Mais cela suffit-il ?

Le vote de dimanche dernier à Djibouti aura donné 98,7% de oui à l'indépendance.

Ainsi s'achève la dernière phase d'un processus contrôlé de bout en bout par la France, en liaison avec les partis nationalistes dont le plus important est la LPAI.

Il reste que pour en arriver là, le mouvement nationaliste et la population de Djibouti a dû, au travers d'une lutte longue, payer très cher ce droit à l'indépendance.

On se souvient que le passage de De Gaulle en 1957 avait révélé l'existence d'un puissant mouvement pour l'indépendance. Une répression brutale s'était abattue sur ceux qui manifestaient contre la présence française à Djibouti.

Mais ce ne sont pas ceux qui se sont battus dans les rues, qui ont vu leurs frères massacrés par les troupes françaises qui profiteront de cette indépendance. Le gouvernement français s'est

accommodé du mouvement nationaliste qu'il réprimait hier et c'est avec lui qu'il discute aujourd'hui sur le dos des travailleurs et des paysans Afars et Issas.

L'impérialisme français laisse derrière lui un pays profondément divisé entre ethnies, un pays très pauvre, ravagé par la drogue (le khat), la prostitution, la tuberculose et des maladies de temps révolus. Il reste aussi que d'autres partis et dirigeants nationalistes plus faibles que la LPAI de M. Hassan Gouled n'en affirment pas moins déjà leur boulimie de pouvoir, bien au contraire...

Les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme seront sauvegardés dans cette partie du monde, comme ils l'ont été dans tous les autres états africains indépendants depuis 1960 et, l'impérialisme français pourra toujours intervenir "à la demande" bien sûr... d'un tel ou tel dirigeant, pour mettre de l'ordre dans le pays.

## MARTINIQUE

### TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE !

Le mercredi 4 mai le SNI-PEGC de la Martinique, défilait pour exiger la revalorisation du métier d'instituteur et la titularisation des remplaçants et des suppléants.

A ces demandes bien claires, le rec-

teur crut bon de faire publier les salaires des instituteurs et PEGC. Manière de montrer sans doute que les enseignants sont des privilégiés et qu'ils n'ont rien à demander.

Le SNI répliqua en publiant les salaires d'un recteur. On apprend ainsi qu'un recteur touche entre 11 400f et 20 305 F mensuels. Plus 25 000 de prime de sujétion, plus une liste civile annuelle qui couvre tous les frais de représentation du recteur.

## MARTINIQUE

### CINÉMA :

### "LA PREMIÈRE FOIS"

Ce film décrit de manière humoristique les premières expériences sexuelles de quatre copains de classe. Le narrateur qui est juif ne manque pas de brocarder le milieu qui est le sien: le grand père dévot, la mère soumise, le père qui ne pense qu'à une chose: que son fils réussisse ses études et vienne l'aider dans l'atelier familial.

Voilà le père qui contrecarre les projets amoureux de son fils à chaque fois que l'occasion s'en présente. Ce film réalisé avec beaucoup de chaleur par Claude Berri fait passer un bon moment au spectateur.